

APERÇU DU RAPPORT ANNUEL DE 2018–2019



LES ACTIVITÉS DU CENTRE EN 2018–2019 ÉTAIENT REGROUPÉES SOUS QUATRE PRINCIPAUX PILIERS. VOICI UN RÉSUMÉ DES RÉALISATIONS.

PILIER 1

FOURNIR DES SERVICES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS SPORTIFS À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE

- Soixante et un (61) nouveaux dossiers ont été déposés au cours de l'exercice financier, provenant de 24 sports différents. Trente-neuf (39) nouvelles demandes ont été déposées auprès du Tribunal ordinaire, dont six (6) appels concernant l'octroi de brevets et 19 différends reliés à la sélection d'équipes ou à l'admissibilité. Le Tribunal antidopage a été saisi de 20 nouvelles allégations de violation des règles antidopage, dont cinq (5) dans le cadre de services payants, et le Tribunal d'appel antidopage a reçu deux (2) nouvelles demandes.
- Le Centre a offert des services de règlement des différends sur place lors des Jeux d'hiver du Canada de 2019 à Red Deer, tout en distribuant aussi du matériel éducatif aux athlètes, entraîneurs, administrateurs, officiels et bénévoles. Durant la période précédant les Jeux, le Centre a été saisi de sept (7) demandes de règlement de différends reliés aux Jeux.
- Dans le cadre d'ententes conclues avec quatre (4) organismes nationaux de sport, des services payants de gestion de dossiers professionnels et indépendants pour la conduite de processus disciplinaires et appels internes ont été fournis par le Centre à cinq (5) occasions.
- Les arbitres et médiateurs ont bénéficié d'une nouvelle formation lors de la Conférence des médiateurs et arbitres du Centre, tenue à Winnipeg en novembre 2018 en partenariat avec l'ADR Institute of Manitoba.

PILIER 2

RENFORCER LA CAPACITÉ DE LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE À PRÉVENIR ET RÉGLER LES DIFFÉRENDS SPORTIFS

- Le Centre a participé à 23 événements ou conférences et dirigé 28 ateliers, dont deux (2) par webinaires, dans six (6) provinces de la Colombie-Britannique jusqu'à la Nouvelle-Écosse.
- Le Centre a lancé officiellement le programme Connexion droit et sport (PCDS) à titre de projet pilote en Colombie-Britannique, en partenariat avec viaSport BC, l'Alternative Dispute Resolution Institute of B.C. (ADRBC) et des étudiants de l'Université de Colombie-Britannique et de l'Université de Victoria. Au Québec, une version modifiée du PCDS a été lancée en février 2019 en partenariat avec SportsQUÉBEC et la Clinique de médiation de l'Université de Sherbrooke.
- Le *Guide de l'administrateur de sport sur les allégations de violation des règles antidopage* a été distribué de manière proactive à 65 organismes nationaux de sport, ainsi qu'à 56 établissements membres de U SPORTS et 98 membres de l'ACSC.
- Deux (2) autres publications, *Alors, je suis une partie affectée?* et *Se préparer pour l'audience*, ont été ajoutées au Guide des procédures du CRDSC et la publication du Centre sur le processus d'appel en matière d'octroi de brevets a été actualisée et remaniée.

PILIER 3

METTRE SUR PIED UN SERVICE D'OMBUDSPERSON POUR LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE

- Ayant constaté le peu d'enthousiasme du gouvernement du Canada envers sa proposition de créer un programme d'ombuds du sport, le Centre a mis ses efforts sur les priorités liées au sport sécuritaire. Le Plan stratégique 2016-2020 a été modifié, redéfinissant le Pilier 3 : « Appuyer la communauté sportive canadienne dans la création d'un environnement de sport sécuritaire ».
- Le Centre a mis sur pied une Unité d'enquêtes, dont les services facultatifs et payants facilitent l'accès à des enquêteurs tiers indépendants pour les organismes de sport subventionnés par le gouvernement fédéral, afin de traiter les allégations de harcèlement, d'abus ou de discrimination.
- En mars 2019, le Centre a lancé la Ligne d'assistance du sport canadien afin d'offrir un service d'écoute et de référence aux victimes et témoins de harcèlement, d'abus ou de discrimination. Le service est offert en partenariat avec le Centre canadien de la santé mentale et du sport.
- Un comité ad hoc des Services de tierces parties a été établi par le conseil d'administration du Centre afin d'évaluer les risques potentiels liés à la mise en œuvre des initiatives du sport sécuritaire. Un Comité consultatif a également été créé afin de superviser les projets de l'Unité d'enquêtes et de la Ligne d'assistance.

PILIER 4

VISER L'EXCELLENCE ORGANISATIONNELLE

- Le Centre a engagé un consultant pour réaliser une recherche indépendante par sondage auprès de la communauté sportive du Canada afin d'évaluer la performance du Centre par rapport aux indicateurs clés de son Cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats.
- Le programme pilote d'octroi de licence pour l'utilisation du Portail de gestion de dossiers réalisé avec la Clinique de médiation de l'Université de Montréal a été considéré comme un succès à tous points de vue. L'entente a été renouvelée pour une autre année. Des discussions ont aussi eu lieu avec des organismes de sport et de RED et le Centre a bon espoir de conclure d'autres ententes d'octroi de licence au cours du prochain exercice.
- Le Centre a continué de promouvoir ses offres de services payants, incluant la location clé en main de salles de médiation et d'audience, rendue possible suite à la rénovation et l'agrandissement des bureaux du Centre.
- Le Centre s'est conformé à toutes ses obligations légales et contractuelles.